

# ALARME

Oct. Nov. Déc

N<sup>o</sup> 14

4 F

N° ISBN 018-4800

Organe du **F**erment **O**uvrier **R**évolutionnaire en France

---

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS,  
SUPPRIMONS LES ARMEES, LES POLICES, LA PRODUCTION DE GUERRI  
LES FRONTIERES, LE TRAVAIL SALARIE!  
ARMES, POUVOIR, ECONOMIE AU PROLETARIAT!

---

EDITORIAL\*\*

**C**ONTRE LE **C**APITALISME

**P**OLONAIS ET **I**NTERNATIONAL

**S**OLIDARITE DE **C**LASSE

Le 13 Décembre 1981 l'Etat de guerre est proclamé par le général Jaruzelski en Pologne. La répression policière s'abat sur le pays par l'incarcération et la déportation de milliers d'individus. Toutes les communications intérieures et extérieures sont coupées. La Pologne, après un an de protestation, doit marcher au son des bottes de la milice et de l'armée, le tout dirigé et orchestré, il faut bien le dire par Moscou. " L'ordre doit régner à Varsovie ", entendez l'ordre capitaliste doit reprendre le dessus sur le prolétariat qui non content de vivre dans un pays socialiste où il est au pouvoir ( comprenez dans un pays capitaliste d'Etat qui l'exploite et l'écrase ) a l'affront en Aout 80 de s'organiser massivement en assemblées souveraines pour imposer ses revendications. De plus, une fois ces assemblées transformées en syndicat indépendant, des secteurs radicalisés, sans tenir compte de la direction nationale du nouveau syndicat/garant de l'ordre capitaliste, déclenchent des grèves sauvages dans le pays. Si en est trop, et c'est cela que réprime actuellement l'Etat polonais. C'est le mouvement ouvrier polonais malgré ses limites principalement dues à la nocivité réactionnaire de l'Eglise et à la nature syndicale de 'Solidarinosc, que n'a pu tolérer un capitalisme d'Etat se trouvant de surcroît sous l'emprise de l'impérialisme russe.

Le but d'un tel coup de force préparé à l'avance est bien évidemment de rétablir l'ordre contre ceux qui le mettaient en branle et qui plus est dans un pays dépendant de l'impérialisme le plus hypocrite, criminel, anti-ouvrier et abject du monde divisé en classes sociales, l'impérialisme russe. Cet impérialisme, ayant axé tout son développement sur la question militaire et stratégique n'admet chez ses vassaux aucun faux pas. Il faut coûte que coûte respirer au rythme de Moscou. Sinon gare ! Lorsqu'on sait, d'un point de vue capitaliste, le peu de champs d'action dont disposent les " pays frères de Moscou ", il n'est pas difficile d'imaginer le champs d'action dont disposent les prolétaires de ces mêmes pays quelques soient les revendications qu'ils expriment. Ce champs d'action est inexistant, il est nul.

Dans le camp occidental, on espérait également une bonne solution aux troubles polonais, car il n'y a rien de plus préoccupant pour le monde capitaliste que l'existence d'une étincelle prolétarienne susceptible d'embraser la totalité de son monde pourri et répugnant.

Un exemple, admis aujourd'hui par tous les spécialistes d'affaires capitalistes, le confirme. Ce ne sont pas les services secrets américains qui ont averti leur président de ce qui allait se passer, mais les " soviétiques " eux-mêmes avec deux ou trois jours d'avance. Washington et la plupart des gouvernements de l'alliance atlantique, pour leur part étaient persuadés que tout se passerait bien et vite et que la remise en ordre de la Pologne profiterait à tous. On sait que l'un des premiers gestes du général après son coup, fut d'envoyer un télégramme au principal responsable du consortium des crédateurs à Francfort, pour le rassurer sur le remboursement des sommes dues. IL est aujourd'hui clair que beaucoup de gouvernements occidentaux et pour les milieux bancaires engagés à l'Est l'annonce du coup de Jaruzelski fut accueilli par un soupir de soulagement.

C'est sur la remise en ordre de la Pologne, en tant que blocs impérialistes ennemis que Moscou et Washington s'affrontent. Pour le premier et donc pour Jaruzelski, une fois le mouvement réprimé il n'est pas question d'un syndicat indépendant de l'Etat et incapable de contrôler sa base, pour le second, la réconciliation nationale doit se concrétiser par une sorte de concordat qui permettrait de renouer, à l'ombre de l'Eglise polonaise, une négociation entre les forces militaires et syndicalistes. Respect de la démocratie et du monde dit libre oblige ! Cela serait possible pour les USA si toutefois la Pologne pouvait passer dans son camp impérialiste.

De toutes les façons ni un camp ni l'autre ne s'attendaient à la réponse que les secteurs les plus déterminés et combattifs du prolétariat polonais ont donné. La résistance violente a eu lieu un peu partout en Pologne contre la milice d'Etat malgré le langage anesthésiant des forces capitalistes voulant éviter le combat qu'eux seuls osent appeler fratricide . Ils ne feront croire à personne

que le sang des miliciens de l'ordre est le même que celui des ouvriers.

Ces forces capitalistes principales sont avant tout les suivantes mis à part l'armée, la milice et l'Etat:

- P. " communiste " polonais : Ce parti de la contre-révolution était et est toujours en pleine décomposition. Il n'a plus aucune force effective ; même le général n'ose en parler dans ses discours. Des milliers d'ouvriers ont déchiré et déchirent encore leurs cartes. Ce Parti est publiquement désavoué dans la mesure où Moscou l'est également dans la pratique.
- L'Eglise polonaise : l'Eglise a eu toutes les possibilités souhaitables pour se développer et assumer son rôle sous le pouvoir stalinien antérieur au coup de force. Vis à vis du prolétariat elle a joué le rôle qui lui incombe, celui de châtrer tout esprit classiste et de révolte face à la réalité par son langage sacro-saint d'humilité, de pacifisme, d'acceptation et de soumission.
- Solidarnosc : la chose est plus complexe dans la mesure où celui-ci n'est pas apparu immédiatement en tant que syndicat malgré la ferme volonté de certains. Produit d'un énorme mouvement social, celui-ci n'a jamais pu assumer totalement son rôle syndical dans la mesure où nombre de ses secteurs, malgré l'appellation de syndicat agissaient directement en tant que comités ouvriers, s'affrontant ouvertement à l'Etat et à ses décisions. Un exemple récent le prouve matériellement.

Dans la région de Lodz, le 2 Décembre 80 avant même " le coup du général " et, par réaction à l'assaut que la police avait donné à l'école supérieure des pompiers, les ouvriers à une majorité écrasante avaient décidé d'entamer la grève active combinée à la création de gardes ouvrières. Le problème du pouvoir fut également soulevé : qui devait l'exercer, une minorité bureaucratique ou les masses laborieuses ? Aspect d'autant plus important lorsque l'on sait que dans cette région dès avant le 2 décembre le problème de la distribution des produits, et donc le problème du rationnement dans l'état économique lamentable de la Pologne avaient également été posé et partiellement résolu d'un point de vue socialiste. C'est ainsi, que la hiérarchie jusqu'à-lors imposée par l'Etat fut combattu et que les ouvriers eux-mêmes prirent en main la distribution des produits malgré la réprobation gouvernementale. Grâce à cette activité l'approvisionnement de la population de Lodz s'améliora et les queues diminuèrent. Ce type de mesure met en branle l'Etat lui-même et ce n'est pas en vain que Rakowski, vice premier ministre, déclara : " Dans le pays, celui qui détient le contrôle de la distribution de l'alimentation détient le pouvoir ". Les ouvriers pour leur part affirmèrent que la grève active, grève qui n'a pu avoir lieu parce que le coup d'Etat l'a pris de vitesse, c'est la reprise en main de la production sous le contrôle des comités de grèves, selon un plan élaboré par les travailleurs eux-mêmes et en fonction des besoins sociaux, en privant la bureaucratie centrale du pouvoir économique. A l'état embryonnaire, en ce qui concerne la région de Lodz l'alternative socialiste a été posé. Pouvoir, armes, économie au prolétariat.

Même s'il est vrai que le problème de la destruction de l'Etat n'a, que l'on sache, jamais été avancé, il faut réaffirmer ici que toute volonté de classe est vouée à l'échec si politiquement la classe ouvrière n'anéantit pas l'Etat pour pouvoir assumer sa dictature politique sur la société encore divisée en classes. C'est pour cela même que toutes les mesures autogestionnaires et autres ne sont que de pures chimères pour dévier l'instinct de classe vers les chemins de la ré-consolidation capitaliste par l'anéantissement du mouvement prolétarien.

Le courage et la détermination de secteurs entiers du prolétariat polonais ne font que confirmer la puissance potentielle du prolétariat et ce qu'il est capable de faire dans la pratique, exalté par le mouvement lui-même malgré les limites et les tares que des milliers d'années d'exploitation lui ont ancré dans la tête.

Pour leur part ceux qui ont voulu faire de Solidarnosc un syndicat jouant le rôle qui incombe à tout syndicat ont délibérément livré le prolétariat mains et poings liés à la répression policière de Jaruzelski. Ils ont préparé le terrain par leurs discours conciliateurs, pacifistes, patriotes, et en définitive pro-capitaliste. L'offensive qui aurait dû être ouvrière au moment où le capi-

talisme ne contrôlait plus la situation s'est concrétisée, par une offensive capitaliste dirigée par Jaruzelski. L'aspect syndical de Solidarinosc a permis à l'Etat capitaliste de s'organiser pour réprimer ce qu'aucun Etat capitaliste ne peut tolérer: le mouvement ouvrier et sa constitution en classe indépendante.

L'église et Solidarinosc ont lié les mains du prolétariat en Pologne

-En forçant partout les ouvriers à rester sur le terrain de la négociation, donc de la soumission de fait à l'ennemi de classe.

-En niant le caractère international de la lutte ouvrière.

-En faisant du nationalisme, sentiment réactionnaire et négateur de l'action prolétarienne, un élément de subversion répandant l'illusion dangereuse d'une armée polonaise sympathique à l'action du prolétariat polonais et c'est bien l'armée polonaise, derrière le drapeau polonais qui réprime aujourd'hui.

-En enfonçant le prolétariat dans l'esprit religieux, ce qui ne pouvait que castrer la volonté de combat de la classe ouvrière, la soumettant ainsi à la hiérarchie réactionnaire de l'église.

S'il est vrai que le prolétariat polonais se trouve en position défensive, les raisons exprimées ci-dessus ne suffisent pas à l'expliquer. En effet le manque de solidarité effective du prolétariat international y est pour une grande part. Nous ne parlons pas de toutes les protestations et manifestations que les derniers événements en Pologne ont suscités car nous les considérons elles-mêmes comme réactionnaires et heurtant de plein fouet toute solidarité effective de classe. Il faut répéter ici les principes inébranlables du mouvement ouvrier, seul, à même, entre autre, d'exprimer la solidarité de classe.

-Le prolétariat n'a pas de patrie.

-Il n'y a pas plus de solution française, chinoise, américaine que polonaise au problème de l'exploitation de l'homme par l'homme.

-La lutte pour l'émancipation est une lutte internationale de classe qui n'a que faire d'une solidarité qui ne vise pas directement à destabiliser et à détruire son propre pouvoir capitaliste national, sa "propre patrie".

-Le principe de non-ingérence est un principe bourgeois, qui de plus, est d'une grande hypocrisie, car l'ingérence capitaliste a lieu à tout moment.

-Les prolétaires révolutionnaires considèrent les affaires du prolétariat polonais comme siennes car ce sont les problèmes quotidiennement vécus par une classe INTERNATIONALE exploitée, spoliée, écrasée sur la totalité du globe.

En fin et pour conclure, étant bien entendu que le prolétariat doit tout d'abord s'attaquer à son propre capital national en tant que partie du capitalisme international, nous voulons insister au près du prolétariat polonais sur le fait qu'il doit tout faire pour rechercher la solidarité au près des pays dit socialistes dépendant de Moscou. En effet l'ébranlement du bloc Est serait d'une importance majeure pour la reprise et la victoire du mouvement ouvrier international. En effet nous ne pouvons oublier que le triomphe de la contre-révolution capitaliste mondiale est principalement du à l'échec de la révolution en Russie, c'est à dire à la contre-révolution capitaliste-d'état. De notre côté nous devons ici et maintenant tout faire pour ébranler notre propre bloc impérialiste. C'est cela la solidarité de classe et l'expression consciente de la lutte internationale.

Le 1.1.1982



# LE PROLETARIAT : IMMOBILE ET SILENCIEUX !

L'ingérence est, paraît-il à l'ordre du jour à propos de la Pologne. Il paraît que c'est à la Pologne, aux polonais, de décider s'ils ont envie de se faire tirer dessus ou non. Aussi il est de bon ton de se solidariser avec la Pologne ou mieux, avec les travailleurs polonais, déplorer la situation polonaise, mais entre les larmes théâtrales on glisse le corollaire : pas d'intervention !

Les syndicats - hormis la CGT - déclarent bravement que les affaires des ouvriers polonais sont les nôtres et qu'il faut s'ingérer dans les affaires polonaises. La CFDT, qui a refileé quelques tuyaux à Walesa pour le faire profiter de sa grande expérience de briseur de grèves, est particulièrement échauffée, d'autant plus qu'elle peut marquer quelques points au frais de la CGT.

Les stalinien ( CGT, P"O" ) sont bien embarrassés. Une partie de leur base, au moins, réclame une condamnation du pouvoir polonais qui tire sur les travailleurs. Allons, ils ne demandent qu'un petit geste, quoi ! pas grand chose, mais c'est déjà trop. Dans les moments délicats l'orientation vient de Moscou. Même la très démocratique CGIL italienne ne s'aligne pas exactement sur les autres syndicats italiens : pas d'ingérence...

Mais s'ingérant ou pas, ils sont d'accord sur un point, " ne pas mettre d'huile sur le feu, et soutenir les travailleurs polonais dans leurs revendications de liberté politique... et syndicale. Pour cela, aucun effort n'est épargné : défilés, meetings, rencontres, débats, tracts, articles et même un arrêt de travail d'une heure pour faire comme en Pologne : rester immobile et silencieux. Quel bel aveux ! Leur soutien, leur solidarité et leur ingérence reviennent donc à ne rien faire pour les ouvriers polonais, mais à encourager la passivité des ouvriers hors de Pologne afin qu'ils ne s'ingèrent pas dans LEURS AFFAIRES; CELLES DU PROLETARIAT EN POLOGNE OU AILLEURS.

La non-ingérence ne paie plus. En son nom on ne peut pas empêcher un mouvement. Tout le monde sait que la Russie intervient en Pologne, que les guerres incessantes sur le globe ne sont pas de la non-ingérence. Bref ce très hypocrite et bourgeois principe fait nettement moins recette qu'avant. Aussi toutes les crapules flicardes politiciennes et syndicales qui peuvent se le permettre, agissent de la même façon contre les prolétaires en changeant de refrain. Ils désirent s'ingérer dans la lutte qui se déroule en Pologne, mais du côté du Capital. Ils appellent à soutenir Solidarnosc, alors que cet organe, malgré la détermination de certains de ses secteurs, a joué son rôle de syndicat : saboter la lutte des prolétaires polonais en freinant leur combativité, en appelant à la passivité aujourd'hui devant l'armée puisqu'il a tout fait pour que les ouvriers ne s'arment pas avant le coup de force et surtout en essayant de faire admettre l'Etat comme légitime et comme organe avec lequel il fallait négocier. Les ouvriers polonais déchirent aujourd'hui l'image que cherchait à donner d'eux solidarité et l'Eglise en refusant de suivre leurs consignes démobilisatrices. Leur combat est le nôtre, par delà la problématique de l'ingérence/non ingérence et les retards ou les faiblesses du mouvement en Pologne. Notre solidarité ne consiste pas Ici ou là-bas à soutenir ne serait-ce qu'un seul de nos ennemis de classe dont les principaux sont : stalinien, bourgeois, église, armée et syndicats. Nous ne pouvons soutenir nos camarades en Pologne qu'en nous affrontant également à nos exploiters, à notre propre économie nationale et à tous ceux qui la défendent, à commencer par les syndicats. Pour cela nous devons pas répéter les erreurs des ouvriers polonais : le pouvoir n'est pas que dans les usines.

\* \* \*

Sans vouloir parler de normalisation et clore le chapitre Pologne, nous pouvons tout de même indiquer dès aujourd'hui ce que le mouvement social en Pologne met en relief du point de vue de la lutte de classe internationale.

Seuls les imbéciles sont incapables de s'apercevoir que le front prolétarien est plutôt boiteux. D'une part un mouvement social qui par ses limites et malgré elles montre la nécessité de la violence révolutionnaire, de l'internationalisation d'une lutte et donc de son organisation. De l'autre

rien, sauf si l'on prend en considération le concert de voix hypocrites des gardiens de l'ordre. Arrêtons-nous là où le bât blesse. Il est vrai que le prolétariat dans sa majorité n'a pas protesté d'une manière différente de l'opinion publique en général. Il s'est contenté, quand il a consenti à se remuer le derrière, de suivre le P"S", les gauchistes et les syndicats. Ce n'était pas un prolétariat blessé et furieux qui manifestait de Montparnasse aux Invalides. Non, c'était des citoyens français derrière leurs élus dans une grande procession de soutien à la Pologne et à son économie malade ( certains disent peuple polonais ). Tous ceux qui comme nous désiraient voir se déchaîner l'instinct et la solidarité de classe, ont contemplé l'écoeuvante Unité Nationale.

En pleurant sur le sort de la Pologne, où d'une nation plus généralement, les prolétaires légitiment les saignées, les guerres impérialistes et la médiocrité de leur existence.

## CONTRE LA REACTION OCCIDENTALE

Le monde dit libre, vue la tournure des événements, a émis des protestations sur un ton indigné quand il constata le coup de force du général pro-russe. Mais sa propagande anti-Jaruzelki n'est que mensongère et ne vise qu'à accréditer les pays démocratiques face à ce qu'ils appellent le totalitarisme communiste.

Si il est vrai que les pays de l'Est sont totalitaires, ils n'ont rien de communistes, les deux termes étant par nature antithétiques. La Pologne, comme tous les pays de l'Est, sans oublier la Chine quand elle était pro-russe et maintenant qu'elle est pro-américaine, sont des pays CAPITALISTES au capital centralisé dans les mains de l'Etat, et par conséquent doivent être considérés comme les ennemis du prolétariat international et du COMMUNISME.

Tous ceux qui ne voient pas ou se cachent cette réalité criante agissent également objectivement contre la classe ouvrière et son émancipation. La lutte contre l'impérialisme russe passe par la lutte contre l'impérialisme américain et vice et versa. Notre lutte parcequ'anti-capitaliste est une lutte et contre la démocratie et contre le totalitarisme, tous deux expressions de la DICTATURE DU CAPITAL SUR LE TRAVAIL.

C'est cette lutte que toute la racaille marchande craint. C'est cette lutte que doit entreprendre à nouveau le prolétariat mondial.

§ Ecrivez-nous! §  
 § Prenez contact avec nous! §  
 § Militez pour la Révolution §  
 § Socialiste! §

Pour toute correspondance:

ALARME  
 Boite Postale 329  
 75624 Paris cedex 13

Imprimerie: Ed. F.L.  
 33 rue des Vignoles, 75020  
 Dépôt légal: 1<sup>er</sup> trimestre 1980  
 Directeur de la publication:  
 P. Maréchal  
 Commission paritaire: n°61890

ADRESSES DU F.O.R. HORS DE FRANCE:

- Espagne (ALARMA): écrire à l'adresse  
 suivant sans autre mention: APDO.5355  
 Barcelona
- Grèce (SYNAYERMOS): écrire à l'adresse  
 de Paris.
- Italie (ALLARME): même topo que pour  
 la Grèce.

# SUR L'ANTIMILITARISME

- " L'idée d'un service national à 6 mois est abandonnée... " Déclaration de Charles Hernu, ministre de la défense, le 4 août 1981. Réaction des rangs capitalistes d'extrême-gauche : on s'indigne, on s'emporte, on tape du pied, on tourne en rond. Il faut se rendre à l'évidence, le "camarade ministre " n'a pas tenu sa promesse.

- le magma gauchiste s'est toujours distingué des autres forces capitalistes par une certaine antipathie à l'égard de l'armée allant même parfois jusqu'à une prétention anti-militariste. C'est sur ce thème de l'armée, entre autres, qu'il a réussi à acquérir une certaine popularité dans la jeunesse en général ( la loi Debré, le Larzac etc... ). Mais gratons le vernis anti-militariste dont se parent volontiers l'extrême-gauche, et le milieu complaisant qui l'entoure.

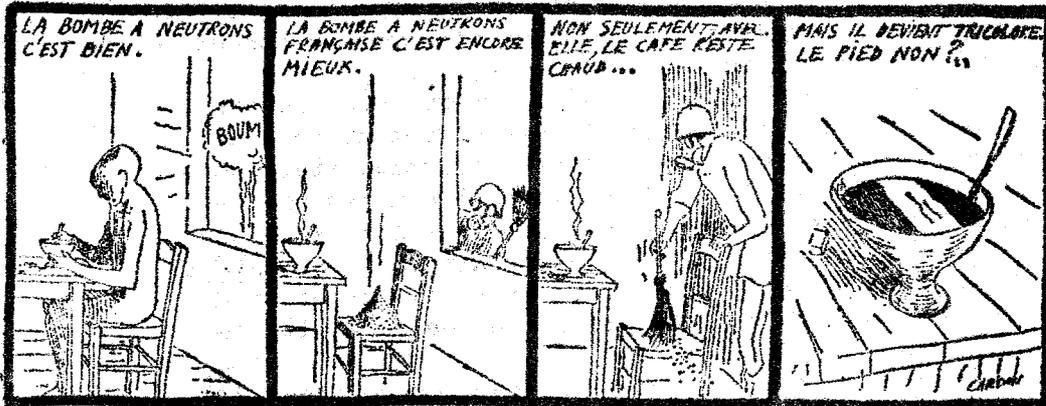
Il est vrai qu'il est difficile de croire à l'anti-militarisme des groupes maosistes ou trotskistes. Les uns soutiennent le capitalisme d'Etat chinois ou albanais et donc leurs armées nationales, les autres le capitalisme d'Etat russe et son armée rouge qu'ils appelleront à défendre inconditionnellement en cas de conflit mondial. Le milieu gauchiste dans son ensemble, y compris certains anarchistes appuient les armées de libération nationale. Cela devrait suffire. Mais il ne faut pas oublier que tous ces pseudo-contestataires possèdent l'art et la manière de récupérer la révolte des prolétaires combattifs; pour ce faire, ils tissent une véritable toile de structures et de slogans.

Pour l'armée cela va des droits démocratiques réclamés par les comités de soldats, à la suppression du service national ( " ceux du technique c.à.d LO ) en passant par l'objection de conscience et l'insoumission. Nous ne nous attarderons pas sur le pacifisme des objecteurs de conscience ( pacifisme généralement religieux ) . Bien plus perfide est le "radicalisme" des comités de soldats et de leurs droits démocratiques. Ils prétendent " que le travailleur sous l'uniforme reste un travailleur " afin que celui-ci revendique un prétendu droit à... l'esclavage salarié. Quant à la liberté d'expression, d'élection de délégués, que l'on se rappelle des propos du parti Bolchevik dans l'ABC du communisme :

... " la discipline librement consentie ne peut exister dans une armée impérialiste à cause de sa nature même. Elle est composée de groupes appartenant à des classes différentes... C'est pourquoi la discipline dans les armées bourgeoises ne peut être que celle du knout ( de la force ), c'est pourquoi les punitions de toutes sortes jusqu'aux punitions corporelles et aux exécutions en masse sont la base de tout ordre, de toute discipline, et de toute éducation militaire". Les comités de soldats et leur plateforme démocratico-capitaliste ne sont rien d'autres que l'ébauche d'un syndicat militaire. Si celui-ci devait prendre corps, ses chefs concurrenceraient l'actuelle hiérarchie militaire pour prendre le commandement d'une armée rebâtie " armée rouge" dans le cadre d'un capitalisme d'Etat. Quant à ceux qui en 1973, contre la loi Debré, réclamait à l'Etat la suppression du service, sans souligner le caractère de classe de l'armée, qu'ils regardent de l'autre côté de l'atlantique où la conscription n'existe pas. Cela n'empêche certainement pas les Etats-unis d'être avec la Russie l'autre plus grande puissance militaire du globe. De plus, en cas de guerre mondiale l'Etat capitaliste américain rétablirait de force la conscription. L'insoumission apparaît alors comme une solution. Malheureusement, l'insoumission individuelle défendue par les libertaires devient de plus en plus, et parce qu'individuelle, un but en soi. Il faut coûte que coûte échapper à la pire des institutions de l'Etat capitaliste. Défendre cette attitude et en faire un but, c'est établir un système de valeurs entre les différentes oppressions capitalistes. 4 ou 5 années de prisons ou bien 40 d'esclavage salarié valent-elles mieux qu'une année de service militaire ? L'acte en lui-même est courageux mais trop souvent il désarme celui qui le commet. On s'insoumet et ensuite on espère la clémence de la justice militaire : quelle victoire pour le monde capitaliste et sa démocratie ! IL N'Y A PAS DE SOLUTION AU "PROBLEME" DE L'ARMEE " . Il n'en existe pas parce que celui-ci n'est rien d'autre qu'un ~~terme~~ terme journalistique pour les mass-

médias et les publications gauchistes en mal d'originalité " contestataire ". Il en est de même pour tous les "petits" maux que se découvre la société pourrie que nous subissons ( la jeunesse, la police, la faim dans le monde etc... ). Tout ce tapage abrutissant et hypocrite n' a qu'un seul but : dévoyer le prolétariat de son combat de classe. Mais revenons à l'armée. Celle-ci n'est pas un appendice de l'Etat. Ce n'est pas non plus un gros nuage qui assombrirait les beaux jours de l'Etat de grâce français ni ceux du bilan globalement positif des pays " socialistes ". L'armée est une armée de classe dont les objectifs sont :

- Embrigader la jeunesse ouvrière et surtout, réprimer tout mouvement prolétarien intérieur ou extérieur. L'armée est donc l'un des piliers les plus sûrs de l'Etat capitaliste. Tous ceux qui proposent des solutions dans le cadre de ce système perpétuent ce système, ainsi que toutes ses atrocités.



Militaristes ou anti-militaristes ? Il ne s'agit pas pour nous communistes de se réapproprier un simple mot : antimilitariste. Ce mot n'existe pour nous que comme pratique très précise du défaitisme révolutionnaire ( retourner ses armes contre ses exploités et donc contre sa propre armée nationale en vue de la révolution sociale internationale ). En dehors de cela il n'est qu'un fétiche, qu'une formule inscrite sur le fronton de la FARCE DE LA REVOLUTION qu'animent et fréquentent les bureaucrates et pseudo-marginaux gauchistes.

PUBLICATIONS DU F.O.R. :

-en Français:			
Parti-Etat, stalinisme, révolution	G.Munis	Ed.Spartacus	(112 pages) 13,50F
Les syndicats contre la révolution	B.Péret, G.Munis	Ed.Eric Losfeld	(94 pages) 10F
Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial	G.Munis		(Reproduction photocopiee de l'édition de 1946, 45 pages) 25F
Fausse trajectoire de Révolution Internationale			(7 pages) 2F
Le "manifeste" des exégètes	R.Péret		(Reproduction photocopiee de l'édition de 1946, 29 pages) 20F
-bilingue Français-Espagnol:			
Pour un second manifeste communiste		Ed.Eric Losfeld	(72 pages) 12F
-en Espagnol:			
Jalones de derrota, promesa de victoria	G.Munis		(Reproduction fac-simile de l'édition de 1948, 517 pages) 39F
Llamamiento y exhorto a la nueva generacion	Imp.La ruche ouvrière		(20 pages) 4F
Explicacion y llamamiento a los militantes, grupos y secciones de la			IV Internacional (Reproduction photocopiee de l'édition de 1949, 15 pages) 15F

Nous rappelons que la création du F.O.R. s'est effectuée en 1958. Les textes antérieurs à cette date n'expriment pas toujours des positions qui soient encore les nôtres aujourd'hui. Mis à part l'intérêt politique de ces textes, ils portent témoignage de la progression théorique qui a précédé la création du F.O.R..

# LES NOUVEAUX DROITS DES EXPLOITES

On vient de nous annoncer récemment, à grands renforts de publicité, ces nouveaux droits. Avec les nationalisations, ils sont présentés comme étant une victoire ouvrière obtenue grâce au gouvernement "socialiste". Le rapport Auroux, qui est à la base de ces nouveaux droits, comporte quatre volets:

- .Reconstituer la communauté de travail.
- .Développer la négociation collective.
- .L'information au sein des entreprises.
- .L'expression des salariés.

Comme l'ont dit certains membres du gouvernement: "Il s'agit de mobiliser de l'ouvrier jusqu'au patron"; et cela on sait dans quel but: gagner ou ne pas perdre la guerre économique internationale que se livrent les Etats capitalistes rivaux. Il s'agit que l'appareil productif français puisse réussir à temps sa restructuration.

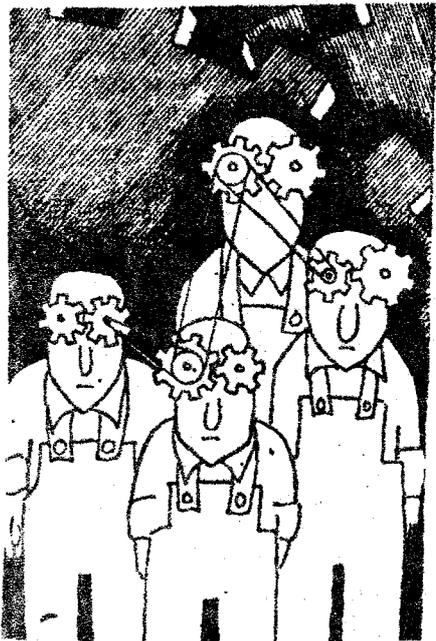
Le P."S". veut centraliser aux mains de l'Etat tous les leviers économiques importants; d'où les nationalisations. De plus le P."S". pense, à juste titre, que sans cette mobilisation générale, la partie serait, sinon perdue, du moins sérieusement compromise; d'où les "nouveaux droits du salarié". La politique des nationalisations a déjà fait ses preuves en tant que politique capitaliste. Concentrer les moyens de production aux mains de l'Etat est une nécessité du capitalisme décadent et sa tendance fondamentale mise en pratique empiriquement par la contre-révolution Russe.

En France, malgré la fureur de bon nombre de capitalistes privés, les intérêts du capitalisme français l'emportent sur les intérêts capitalistes particuliers.

La tendance générale du capitalisme est que le particulier se fond dans le général comme la cellule disparaît dans l'organe.

On voit donc que, malgré les cris apeurés de certains capitalistes privés, le P."S". ne mène pas une politique stupide, comme ils le prétendent, au contraire elle tient compte des principales données économiques et sociales du capitalisme décadent. Mais le principal n'est pas là; le principal est que stupide ou pas, la politique du P."S". est une politique capitaliste et donc anti-ouvrière.

Pour la guerre économique, que le P."S". veut mener à bien, il faut des soldats disciplinés, c'est-à-dire des travailleurs productifs.



Pourquoi développer la négociation collective ? Parce que la négociation, en tant que but à atteindre dans un mouvement social est une défaite du prolétariat. En effet, celui-ci est dépossédé des moyens de production, des richesses qu'il produit ; pour les récupérer il faudra user de violence, à un stade du mouvement, contre la police, l'armée, etc, qui sont là pour défendre la propriété privée des moyens de production. La paix sociale est le boillon de culture dans lequel chaque Etat national réalise le mieux possible sa croissance économique.

La paix sociale, c'est-à-dire notre passivité face à l'exploitation que nous subissons, le vol quotidien des richesses que nous produisons, c'est cela que le P"S" ( comme les tendances qui le précèdent à la tête de l'Etat ) veut réaliser. Leurs intérêts sont contraire aux nôtres.

Pourquoi développer l'information au sein de l'entreprise ? Parce que l'information développée ne sera bien sûr pas révolutionnaire. Elle portera sur les investissements qu'a réalisés ou que réalisera l'entreprise, sur les stocks et sur éventuellement, la manière de les résorber... Oui, ils veulent nous intéresser à la vie de l'entreprise comme

si nos intérêts et ceux des chefs d'entreprises étaient les mêmes. Ils veulent susciter dans nos rangs de l'intérêt à voir les investissements s'améliorer, les stocks diminuer quelque peu, les profits augmenter, en un mot à voir l'entreprise bien fonctionner. Les travailleurs les plus " capables " auront les postes les mieux payés. " Les plus capables ", c'est-à-dire ceux qui seront les plus capables de rentrer dans le jeu où le semblant de démocratie cache la dictature du capital sur le travail, où le semblant d'information cache l'ignorance dans laquelle on veut nous maintenir.

Nous ne cherchons pas à gérer ou à contrôler le système capitaliste, nous cherchons à le détruire. Le problème des stocks sera alors réglé radicalement: nous nous les réapproprions; en ce qui concerne le profit de l'entreprise, la solution n'en sera pas moins radicale: il disparaîtra en même temps que l'entreprise capitaliste.

Le terrain sur lequel ils veulent nous enfermer n'est pas le nôtre; un combat engagé avec eux sur ce terrain, sera toujours perdu pour nous car:

1°) Pour avoir toutes les données en question (sur telle ou telle entreprise) il faudrait être au comité d'entreprise, c'est-à-dire échanger une éventuelle révolte contre un poste haut placé et la totale information sur l'entreprise.

2°) Et c'est le plus important: il ne s'agit pas de réclamer que le patron nous informe, nous consulte sur les intérêts de l'entreprise. Il s'agit de lutter pour imposer nos intérêts qui sont radicalement opposés à ceux de l'entreprise et du capitalisme en général. Il s'agit donc d'engager la lutte sur notre terrain. Notre terrain de lutte n'est pas conjoncturel, c'est-à-dire n'est nullement fonction principalement et fondamentalement de la conjoncture, de la situation de telle ou telle entreprise. Non, il est bien plus profond, il est radical, il est fondamentalement fonction de la situation qu'occupe notre classe dans cette société et des possibilités et nécessités historiques. Nous luttons contre les bases-mêmes de cette société, le conjoncturel ne peut donc intervenir au mieux que secondairement.

Pourquoi développer l'expression des salariés? Toujours dans la même optique; si les salariés donnent leurs avis sur la politique économique de l'entreprise, sur la nécessité de tel ou tel investissement, alors une profonde paix sociale régnera, au grand bonheur des capitalistes. Que les exploités donnent leurs avis sur la manière dont il faudrait qu'ils soient exploités pour que soit réalisé un meilleur profit, voilà une situation rêvée pour les exploités. Cette "expression" des salariés ne sera d'ailleurs plus exactement (cf le texte de loi) qu'une expression syndicale.

Quoi de plus normal; ceux-ci n'ont pas pour fonction la destruction du capitalisme, au contraire ces organismes permettent que les luttes restent isolées, ils ne s'attaquent qu'à certains effets de ce système, au lieu de s'attaquer aux causes (attaquer la concentration du capital entre autre par la réappropriation des produits que nous fabriquons.)

Notre conclusion sera simple: face à la mobilisation générale que les capitalistes veulent réaliser - nous mobiliser pour la paix qui n'est qu'une guerre économique, ou plus tard pour la guerre par armées interposées - opposons notre lutte. Luttons contre leurs guerres, appliquons dans un cas comme dans l'autre le défaitisme révolutionnaire. Que l'Etat français lutte contre les Etats rivaux uniquement par des moyens économiques ou qu'il le fasse aussi par des moyens militaires, il n'en reste pas moins Etat capitaliste et donc il a besoin de nous comme bétail humain, comme troupe de manoeuvre. Les intérêts économiques et militaires de l'Etat capitaliste ne sont pas les nôtres, au contraire ce sont ceux des exploités. Si en temps de guerre il s'agit de refuser de défendre la patrie, il en va de même en temps de paix ou de guerre économique. Luttons donc contre la mobilisation générale "du patron jusqu'à l'ouvrier" que veut réaliser le P."S".

#### Abonnements

ALARME organe du F.O.R. en France  
1 an.....4n°.....16 F  
ALARMA organe du F.O.R. en Espagne  
1 an.....4n°.....16 F

Les paiements de publications et les abonnements doivent être effectués à l'ordre de:  
ALARME  
COP n°151628 U Paris

Permanences à Paris : nos permanences se tiennent dans une salle de la librairie cherche 3 rue Max-DORMOY, 75018. (Métro: LA Chapelle) de 14 heures à 16 heures, les seconds et derniers samedis de chaque mois.  
Permanences à Clermont-ferrand : Tous les 2eme vendredi de chaque mois au bar de la gare routière à Clermont de 18h30 à 20h30.

Attention! - Nous avons changé le lieu de la permanence à PARIS.  
- Une permanence est désormais tenue à CLERMONT. FD

# LEUR PAIX COMME LEUR GUERRE C'EST NOTRE DEFAITE

Les termes guerre et paix sont employés fréquemment dans les journaux et sur les ondes. Ils le sont encore plus depuis que le gouvernement américain s'est prononcé pour une modernisation de l'OTAN. Cette décision a en effet été suivie par une vague pacifiste que le stalinisme international entre autre, ou provoque ( P"C" occidentaux ) ou aide ( pacifisme en Allemagne et dans les pays nordiques). Ces termes guerre et paix nous sont présentés, que ce soit par les pro-russes ou par les pro-américains, comme étant l'alternative fondamentale. Ils nous disent que seule la paix peut amener le progrès social. Ils parlent des gens qui vivent en France en employant " nous ", et supposent donc que les gens qui y vivent forment une entité ayant des intérêts communs. Les uns comme les autres s'accusent mutuellement de vouloir provoquer la guerre, et se déclarent les tenants de la paix.

Mais d'abord, de quelle guerre, et de quelle paix nous parlent-ils ? Bien sûr de la guerre et de la paix dans le système dans lequel nous vivons, c'est-à-dire le capitalisme. En effet, le système social en Russie n'est pas communiste mais bel et bien capitaliste ; les ouvriers de l'Est comme ceux de l'Ouest restant privés des moyens de production (et exploités), la propriété privée des moyens de production est donc autant en vigueur à l'Est qu'à l'Ouest. La paix et la guerre, qu'on nous présente, ne sont donc pas la paix et la guerre entre capitalisme et communisme, mais la paix capitaliste et la guerre capitaliste. Mais continuons ainsi: qu'est ce que la paix capitaliste? Le capitalisme est le système social dans lequel une classe possède les moyens de production, et où une autre classe est dépossédée de tout (c'est à dire fondamentalement des moyens de production, et de la production générale); elle doit vendre quotidiennement sa force de travail pour pouvoir acheter de quoi subsister, de quoi reproduire sa force de travail (nourriture, vacances ...). La paix capitaliste est obtenue lorsque cette exploitation quotidienne se déroule "paisiblement", c'est-à-dire sans guerre avec un Etat capitaliste rival, ou mieux pour les capitalistes, sans guerre sociale, c'est à dire sans révolte ou révolution faite par le prolétariat.

Leur paix ne tient donc que par notre passivité face à l'exploitation et la violence que nous subissons.

Qu'est ce que la guerre capitaliste? Elle est obtenue, entre autre, lorsque la guerre économique que se livrent les Etats capitalistes en période de paix, passe à un stade supérieur et se transforme en guerre par canons interposés.

Leur guerre n'est donc que notre passivité pour être enrôlés dans une armée pour se battre contre d'autres prolétaires enrôlés eux aussi pour la défense de la patrie.

Leur paix comme leur guerre c'est notre passivité, notre défaite. Et c'est sur ce terrain que les pro-Russes, comme les pro-Américains veulent nous cantonner. Leur alternative est aussi étroite que l'est ce système social relativement aux possibilités et nécessités humaines. Elle n'a pas plus de raison d'être que le système social dont elle est le produit. Et c'est pour cela qu'elle doit être démasquée, détruite, au profit de l'alternative fondamentale: passivité ou révolution, capitalisme ou communisme. En temps de paix (guerre économique, concurrence) comme en temps de guerre, ils veulent nous enrôler pour défendre des intérêts qui ne sont pas les nôtres, qui sont opposés aux nôtres (défendre la patrie en travaillant plus et plus vite ou en donnant son sang). Notre lutte n'est pas celle d'une classe capitaliste contre une autre, car avec l'une ou avec l'autre notre exploitation demeure; nous restons dépossédés des moyens de production. Notre lutte, c'est classe contre classe. Les intérêts des capitalistes Français sont notre exploitation pour pouvoir réaliser la plus-value. Les nôtres: mettre à bas cette exploitation pour construire une société où les moyens de production appartiendront à la communauté humaine, et où la production ne sera faite qu'en fonction des besoins, et non pas, comme maintenant, en fonction des profits d'une classe d'exploiteurs.

Lutter pour la paix est non seulement propager une illusion, mais est aussi fondamentalement réactionnaire.

Illusion car que ce soit pour raison de concurrence exacerbée, ou que ce soit pour d'autres raisons, la "paix" se transformera en guerre mondiale. De plus, la guerre apparaît continuellement depuis le début du siècle, sur un lieu ou un autre de la planète.

Réactionnaire, car le communisme ne sera pas obtenu pacifiquement; les possédants défendront leurs possessions des moyens de production avec police et armée, et on sait qu'avec ces corps de guerre, il faudra faire la guerre, la nôtre, la guerre sociale. Tous les pacifistes, faux humanistes et vrais curés qui se déclarent anti-militaristes et qui se refusent à tout moment à toucher un fusil et tuer un autre homme, sont au mieux des paumés et au pire de dangereux réactionnaires. Ils prétendent avoir atteint le sommet de la radicalité anti-militariste en refusant à jamais la violence. Ils prétendent que l'armée est un corps à part, que l'Etat-civil-devrait éliminer ou réduire, suivant les variantes. Ils supposent donc par la même que les racines du mal sont dans la violence, qu'il s'agirait d'extirper de la société pour obtenir une société idéale.

Or une politique radicale, concernant l'armée ne peut se faire sans comprendre l'anatomie de la société capitaliste: les rapports de production. Une fois cette anatomie comprise, l'armée se comprend comme corps social violent créé pour défendre ces rapports de production et pour défendre les propriétaires nationaux des moyens de production. Pour être radicale, une telle politique doit donc sortir du cadre de l'armée pour s'attaquer aux racines du problème, à l'anatomie du corps social. A ce stade, elle perd le qualificatif, local, réduit, d'anti-militariste pour celui de: communiste.

Nous venons donc de montrer où se trouvent les causes du problème: non dans la violence, qui n'est que conséquence, mais dans le fait que la société est divisée en classes, l'une possédant les moyens de production, l'autre ne possédant que sa force de travail qu'elle vend...

Leur "radicalisme" est donc aussi faux -une <sup>Fais</sup> étudié le problème avec les outils révolutionnaires- qu'est sans raison d'être cette société: inconsciemment ou consciemment, les "pacifistes" défendent le capitalisme.

Crachons sur leur paix comme sur leur guerre.  
NI O.T.A.N., NI PACTE DE VARSOVIE,

Engageons la lutte sur notre terrain!

## REMEDE EFFICACE

Grâce à la dernière consultation électorale, le brave peuple de France va pouvoir légalement travailler une heure de moins par semaine. Victoire ?

Pour certains, mauvais héritage du passé et esprit responsable obligeant, c'est un premier pas en avant dans l'attente de jours meilleurs. Pour d'autres, déception ! C'est les 35 heures maintenant et tout de suite qu'ils voulaient, puisqu'on leur avait fait comprendre tableaux et chiffres à l'appui que cela était possible.

Les uns comme les autres ont avalé la pilule " n'en demande pas trop " en même temps que le très célèbre cirop " respect de l'économie nationale " administrés par tous les docteurs es-science capitaliste.

Pour notre part nous refusons cette médecine qui ne veut soigner que l'organisme qui nous rend malade. Notre remède, celui qui nous soignera en détruisant ceux qui défendent un corps social inguérissable, nous dicte avec bon sens de revendiquer ce dont nous avons besoin sans tenir compte de l'organisme qui nous écrase et que nous alimentons, tant que l'organisme malsain persiste. La fin du mal étant sa destruction.

# A PROPOS D'UNE DECLARATION D'E. MAIRE

Le dirigeant cégétiste a par exemple proposé que, pour 1983, un large débat s'engage dans le secteur public sur le dossier du travail : « A budget égal, ou bien nous allons en 1983 à trente-huit heures avec compensation intégrale des salaires, ou bien on peut aussi aller à trente-cinq heures avec non-compensation intégrale des salaires. »

A la question : « Cela veut-il dire travailler moins et gagner moins pour que quelqu'un d'autre puisse travailler ? », M. Maire répond : « Exactement. N'est-ce pas une attitude beaucoup plus positive et même beaucoup plus révolutionnaire pour un militant que de se battre pour créer de l'emploi pour un jeune chômeur ou pour une jeune chômeuse, plutôt que pour défendre intégralement les acquis salariaux de pouvoir d'achat de ceux qui ont aujourd'hui un bon salaire et un emploi ? »

Voilà qui, à première vue, peut paraître être une proposition de solidarité de classe. Et c'en est; mais, attention, pas de solidarité dans la classe ouvrière, non, ou alors, à ce compte là on peut tout accepter y compris que les briseurs de grève se mettent au travail. Non! ce que nous propose E. Maire, c'est tout simplement d'être solidaire avec la classe des capitalistes.

Ce que nous dit E. Maire, c'est tout simplement ceci: ce qui fait l'ensemble des salaires est inélastique, s'il faut se répartir à plus le travail disponible, il faut être prêt à recevoir moins.

La plus-value ? Pas question d'y toucher nous répondent en coeur patronat et syndicats. Ca c'est la propriété privée du capitaliste, une propriété qui lui revient de droit puisqu'il possède des moyens de production. Autrement dit, E. Maire veut nous faire passer la

défense du capitaliste, de sa propriété, de son pouvoir, de sa violence d'exploiteur pour la défense de l'ouvrier !

La plus-value sert à renforcer à chaque instant un peu plus le pouvoir du capital sur la classe des prolétaires. C'est donc à elle que nous devons toucher, malgré les interdictions des capitalistes/syndicalistes. Pour cela, il nous faut d'abord imposer le travail pour tous, chômeurs et jeunes, sans aucune réduction de salaire réel. Mais ceci, qui déjà montrerait une ferme volonté de classe, ne nous ferait pas échapper à la domination du Capital. Il faut donc aller plus loin ou ne rien faire dès avant. Pour aller plus loin, il faut prendre en main l'économie, les moyens de production et de distribution, gérer l'économie en fonction des besoins et des intérêts de la communauté humaine dans son entier, être prêt à se défendre les armes à la main.

## LUTTE DES SANS PAPIERS

Durant les mois de Novembre et de Décembre nous avons participé à la lutte des sans papiers. Après le 10 Mai, le nouveau gouvernement capitaliste a décidé de "légaliser" la situation des immigrés sans papiers qui travaillaient au noir. La loi dit que tout étranger arrivé en France avant le 1er Janvier 81 peut avoir une carte de travail s'il a auparavant obtenu de son patron un contrat de travail ou une promesse d'embauche avant janvier 82. Ce nouveau gouvernement capitaliste rejette la responsabilité des expulsions qu'il va effectuer sur le dos du patronat. La gauche impose ici sa loi aux prolétaires les intérêts de notre classe étant de lutter contre toute expulsion, d'où qu'elle vienne et quelle qu'elle soit.

La grève s'est organisée autour d'un comité de coordination des sans papiers en lutte et surtout, parmi eux ou non, de militants du PCI (bordiguiste, à ne pas confondre avec le PCI ex OCI) et de Combat Communiste. Sous ce comité il y avait le comité de soutien jouant à nos yeux le rôle de main-d'oeuvre au service de la direction politique du C de coordination pour ceux qui n'étaient pas directement représentés dans ce dernier. C'est ce que nous avons critiqué dès le début jusqu'à notre rupture avec le comité de soutien puis avec le comité de coordination qui n'avait plus rien à coordonner puisqu'il tendait chaque jour davantage à n'être qu'un piteux cartel de groupes politiques. Les travailleurs clandestins, sans le moindre esprit de lutte pour la plupart d'entre-eux se laissaient prendre en charge par qui avait de l'influence pour le faire. C'est ainsi que la CFDT a pu magouiller dans la lutte des sans papiers de Bastille.

Sectorielle dès le départ, la lutte l'est restée à tous les niveaux ( politique, social, géographique etc...).

Si nous avons participé à la lutte, malgré ses limites, c'est parceque nous estimons et nous estimons toujours qu'il est nécessaire d'imposer nos intérêts de classe sans tenir compte des possibilités et des plans capitalistes qui nous sont imposés. Refuser toute expulsion va dans ce sens. C'est sur les bases de la lutte contre l'économie nationale et du démocratisme capitaliste, par le refus de toute expulsion et du chômage que nous sommes intervenus, montrant par là que dans le camp prolétarien il ne peut y avoir de nationalité ni d'intérêt national à défendre.

Nous considérant comme partie du prolétariat nous continuerons à critiquer les limites de ce même prolétariat en lutte et à critiquer son immédiatisme stéril si il n'est pas posé en tant qu'opposition au capital. Et nous agissons ainsi tant que nous ne serons pas dépassés nous-mêmes par le mouvement historique de subversion.

L'ouvriérisme est à bannir d'autant plus que les tendances qui l'exaltent méprisent le prolétariat, soit parcequ'en fait elles le considèrent comme troupeau incapable de comprendre, soit parcequ'au nom du spontanéisme ouvrier elles s'inclinent devant n'importe quelle stupidité. Dans les deux cas, ces tendances se placent en dehors de la classe elle-même.

### L'armée massacre les ouvriers à Beni Merud

Les ouvriers de la Sona-trach, en Algérie, se sont mis en grève en Mai 81 pour revendications salariales et de conditions de travail. La direction avait cédé auparavant sur la remise en cause du système des équipes et des promotions. Elle a été purement et simplement "saquée" par la Direction Générale. Celle-ci nomme une nouvelle direction à Sonatrach Beni Merad qui se signale immédiatement par la rupture des engagements pris par l'ancienne Direction. La grève avec occupation fût aussitôt décidé. La réponse de la Direction ne s'est pas fait attendre: le 25 Mai l'armée intervenait en prenant d'assaut l'usine au moment où les ouvriers se réunissaient dans la cour pour écouter une soi-disant déclaration du Maire de Blida convoqué par l'UGTA (syndicat). Les ouvriers, après un moment de panique devant la ruée des soldats, se sont précipités dans les ateliers d'où ils sont ressortis armés de lance-flammes à longue portée pour affronter l'armée... Quelques heures plus tard la grève avec occupation reprenait, malgré la mort d'une quinzaine d'ouvriers. Mais cette victoire des grévistes a été de courte durée: l'intervention de l'aviation bombardant les grévistes avec de l'acide et le chantage des autorités de punir sévèrement une certaine d'ouvriers arrêtés, a forcé les ouvriers à cessé leur grève.

Une fois de plus, l'armée montre son visage par la répression de l'ennemi intérieur, la classe ouvrière.

Une fois de plus, elle déchaîne ses capacités dévastatrices là où le prolétariat est soi-disant au pouvoir.

Une fois de plus, la réalité criante de l'ordre capitaliste montre que là où le capital domine ( c'est-à-dire partout sur le globe ) le prolétariat doit respecter la dictature qu'il exerce sur lui, que celle-ci se nomme fascisme, démocratie ou totalitarisme.

Une fois de plus, la presse bourgeoise tait un événement qu'elle n'a pas intérêt à divulguer.

Une fois de plus des prolétaires sont tués par l'ordre capitaliste.

Une fois de plus, LA RIPOSTE OUVRIERE EST NECESSAIRE.

Que les défenseurs du capital de tous poils tremblent à l'idée qu'un jour il n'y aura plus " d'une fois de plus ". La Révolution les aura balayé.

# GREVE A ST NAZAIRE

Nous publions les extraits d'un tract diffusé à la suite d'une grève aux chantiers navals de saint-nazaire, début Octobre 81, dont les revendications étaient: 35 heures payées 42

- Augmentation uniforme ( non hierarchisée ) de 500f.

La grève, malgré la combativité des travailleurs a échoué tout simplement parce que ces derniers ont fait appel aux syndicats pour qu'ils "agissent" et qu'ils les soutiennent. Ils ont effectivement agit en sabotant la grève dans l'intérêt de l'économie nationale et au nom de la démocratie ( les grévistes n'étaient pas suffisamment majoritaires et les syndicats exigeant une majorité de plus de 70% maîtrise et encadrement compris pour continuer la grève ). Nous approuvons pleinement ce tract ( le dernier d'une série de quatre ) qui fait le bilan de cette lutte.

## EXTRAITS DU TRACT...

Patrons et syndicats peuvent être contents: une fois de plus la "paix" sociale a été sauvegardée aux Chantiers !...

### DEMOCRATIE: DES MOTS CRASSEUX

Une fois de plus les syndicats ont utilisés la démocratie pour nous faire rentrer tranquillement au boulot !...

...Mais tout comme à l'occasion des elections politiques, cette démocratie ne sert qu'à nous tromper:

- Ainsi les syndicats donnent le même pouvoir de décision dans la grève au cadre qu'à l'ouvrier, alors qu'ils n'ont pas les mêmes intérêts ! Rappelons nous l'empressement avec lequel beaucoup d'ETDA défendent les augmentations hiérarchisées...

- "Il nous faut encore donner des explications pour persuader nos camarades de travail et augmenter leur participation" voilà la raison invoquée par les syndicats comme préalable à l'action !...

...Les hésitants, c'est dans le cours du mouvement, dans le feu de l'action qu'on les décide: les votes blancs par bulletin secrets se réduisent au moins de moitié dans l'enthousiasme d'un vote à mains levées d'une assemblée générale !

Quant aux jaunes, les piquets de grève( même si ce n'est pas démocratique), ce n'est pas fait pour les chiens !

...Si nous devons nous organiser en assemblées générales et nous donner une direction éligible et révocable à tout moment, c'est pour aller dans le sens de la prise en main de nos propres affaires. Pour cela, nous devons déchirer ce voile derrière lequel bourgeois et syndicats se cachent pour nous faire accepter notre exploitation: la démocratie bourgeoise !

### UNITE ET DIVISION SYNDICALE !

Beaucoup d'ouvriers rendent responsables les syndicats de l'échec de la mobilisation du fait de leur division... Regardons les faits: quand les syndicats fixent d'un commun accord entre 70 et 60% la barre à atteindre à la consultation, quand ils font dépendre la lutte de la situation du gouvernement..., quand ils proposent des actions qui ne visent les une comme les autres qu'à calmer la colère ouvrière tout en préservant la production(et donc la compétitivité de l'entreprise) que montrent ainsi les syndicats ?

Qu'ils sont divisés ?

Ou bien qu'ils sont unis sur l'ESSENTIEL- ne pas mettre l'entreprise en danger

-ne pas créer de difficultés au gouvern.

-étouffer tout mouvement qu'ils ne pour-

raient plus contrôler et qui risquerait d'aller trop loin !

...Leur dispute ne concerne que la façon de nous faire défendre le capitalisme français... Aux syndicats qui se disputent sur la façon de nous trahir, nous n'avons pas à crier : "les traîtres, unissez vous" ! Nous devons les combattre. Voilà pourquoi nous disons: Syndicats-patronnat, même combat !

### LE COMITE DE LUTTE

...Fidèle à sa volonté de ne pas marquer la moindre autonomie par rapport aux syndicats, il vient encore de refuser de se doter d'une caisse...Aujourd'hui que va-t-il devenir ? Un quatrième syndicat ?

Ce Comité de Lutte qui aurait pu regrouper les ouvriers révolutionnaires et former un pôle d'attraction, un point de ralliement pour tous ceux qui sont écartés par les syndicats..., est resté tout le temps comme appendice syndi-

# **LEXIQUE DE LA TRUANDERIE POLITIQUE**

## **CONTEMPORAINE**

### **COMPARE AU LEXIQUE REVOLUTIONNAIRE** 1ERE PARTIE

Cinquante ans de falsifications idéologique et terminologique faite par Moscou et auxquelles s'ajoutent celles de Peking, nous obligent à opposer la valeur des mots révolutionnaires à la valeur qu'ils ont dans la bouche de toute la racaille stalinienne.

PAYS SOCIALISTES: Acceptation truandée.

Pays dont le Capital étatisé exploite le prolétariat sans coup férir, sans que ce dernier conserve la liberté de refuser le prix qu'on lui offre pour sa force de travail, ni ni une quelconque liberté de grève, de parole, d'association ou de simple déplacement.

Acceptation révolutionnaire.

Pays, inexistants aujourd'hui, où la fonction productive s'effectue sans travail salarié et où la marchandise cesse d'être marchandise pour se transformer en produit que l'on acquiert sans équivalent. La vente de la force de travail suppose par elle même l'existence d'un capital acheteur, alors même que la relation Capital/Salariat présuppose et ne peut que présupposer l'exploitation de ce dernier. La preuve de la suppression du capitalisme c'est la suppression du travail salarié.

DICTATURE DU PROLETARIAT: Acceptation truandée.

Despotisme policier, militaire et bureaucratique dressé contre la révolution prolétarienne à l'intérieur et à l'étranger. Etat-Parti du capital centralisé à l'extrême où le pouvoir est exécuté, sans contrôle et sans responsabilité, par une poignée de dirigeants terroristes et tout puissants. Historiquement il trouve son origine dans la destruction de la révolution de 1917 et dans l'extermination de ses protagonistes. C'est une dictature sur le prolétariat.

Acceptation révolutionnaire.

Gouvernement du prolétariat basé sur l'armement de ce dernier après démantèlement des corps repressifs capitalistes, et sur la gestion ouvrière de l'économie et de la distribution du produit social du travail. Il réalise ainsi la suppression du travail salarié et par contre-coup la disparition des classes et de l'Etat. C'est donc la plus complète des démocraties, non plus en droit mais en fait. Avec la dictature du prolétariat commencera à régner le premier et le plus importants des droits de l'homme: le droit pour chaque personne de vivre et de se réaliser sans devoir vendre sa force de travail et de créativité, sans acheter ou vendre les produits de l'un ou l'autre. Deuxièmement garantir le droit à l'insurrection contre toute tentative de retour en arrière. Par le prolétariat, l'humanité entre en possession d'elle-même, initiant une civilisation entièrement nouvelle.

### INTERNATIONALISME: Acception truandée.

Soumission aux intérêts économiques et militaires du capitalisme russe de la part des pays que les Etats-Unis ont cédés comme butin de guerre à la Russie. Quand il menace de s'échapper, le butin est de nouveau récupéré par l'invasion militaire et la terreur policière: Berlin-est 1953, Hongrie 1956, Tchécoslovaquie en 1968.

Par extension: recrutement paramilitaire effectué par les suppôts de Moscou sous couvert d'anti-impérialisme, dans le but d'avantager les intérêts russes dans les préparatifs de la troisième guerre impérialiste mondiale et dans les guerres sub-impérialistes locales genre Viêtnam. Même chose pour la Chine. Moscou et Pékin appellent Internationalisme les actions et attitudes qu'ils dénoncent comme impérialisme quand il s'agit des Etats-Unis.

### Acception révolutionnaire.

Solidarité du prolétariat mondial comme unité face au capitalisme international. Solidarité tant au niveau des idées que dans les faits, dirigée en premier lieu contre la nation et le patriotisme, pays coloniaux inclus. Il ne peut y avoir d'intérêt supérieur à celui du prolétariat mondial, même pas celui d'un pays où la révolution aurait triomphé. Les internationalistes combattent avec le même acharnement les deux clans dans les guerres impérialistes locales (Viêtnam) que dans les guerres à caractère mondial, dénonçant les protagonistes comme trafiquants de chair humaine. Ils proposent et s'efforcent d'organiser l'action des exploités au front et à l'arrière contre leurs gouvernements respectifs et leurs gouvernements militaires. Toute défense nationale - même dans sa version résistance-cache l'exploitation et l'oppression. L'ennemi immédiat pour le prolétariat se trouve dans son propre pays; le combattre au maximum est nécessaire pour déclencher

la lutte du prolétariat dans d'autres pays et entreprendre, unis, la destruction du capitalisme dans le monde entier. Pour cela même les internationalistes rejettent, parceque réactionnaire, le mot d'ordre: " non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays ". Ce mot d'ordre est destiné à empêcher la solidarité et l'action collective du prolétariat dans les divers pays alors qu'il protège l'ingérence économique constante des grandes puissances dans les affaires des petites et entraîne souvent leur intervention militaire (guerres locales, invasion du Tibet, de Saint-Domingue, de Hongrie, de Tchécoslovaquie, de Cuba) ainsi qu'un commerce gigantesque d'armes. Le prolétariat de tout pays a plus que le droit, il a le devoir d'intervenir dans les luttes du prolétariat de n'importe quel autre pays. L'action internationaliste décisive aujourd'hui, action que réclament les révolutionnaires, est celle du prolétariat des Etats-Unis, de Russie et de Chine contre leurs exploités respectifs. Elle déchaînerait la rébellion dans les deux blocs militaires et mettrait en œuvre l'objectif le plus vital et immédiat pour l'humanité: la suppression des armées, des polices, de la production de guerre, des frontières et du travail salarié.

### REVISIONNISME: Acception truandée.

LE refus ou la résistance de l'Etat-Parti russe de favoriser les affaires, l'expansion et la stratégie de l'Etat-Parti chinois. Dans les questions de préparatifs guerriers, le peu de disposition que montre la Russie à se battre avec les Etats-Unis pour que la Chine émerge comme première puissance. P

Par extension: politique des partis préférant Moscou à Pékin comme métropole impérialiste. Historiquement, l'accusation de révisionnisme est venue à la pensée grossière de Mao-tsé-tung quand il s'aperçut:

- 1) que la Russie refusait de lui donner des armes atomiques et même de protéger grâce à elles ses ambitions militaires à Formose, en Inde, en Birmanie etc.
- 2) que l'aide technique et économique avait comme dessein de maintenir la Chine en tant que puissance inférieure et subordonnée à la Russie.
- 3) que les conditions d'aide russe lui enlevaient une partie plus grande de l'énorme plus-value arrachée aux travailleurs chinois que ce qu'il perdrait en commerçant avec les pays du bloc américain.

## Acception révolutionnaire.

Idée de plusieurs théoriciens de la social-démocratie touchant à l'évolution du capitalisme ( Bernstein, Hinferding, Bauer etc... ) et à l'établissement de la société socialiste. Ainsi dénommée parce que cette idée reconsidérerait ou révisait ce qu'à ce sujet Marx avait exposé. Selon le révisionnisme, en résumé, le capitalisme avait devant lui un développement économique et démocratique très ample qui permettrait au prolétariat, sans révolution, dans le cadre du jeu de la démocratie bourgeoise de gagner des positions et d'avantager sa condition économique jusqu'à la réalisation du socialisme. Il s'agit de l'évolution opposé à la révolution, des réformes progressives opposées aux mesures radicales consécutives à une révolution. Révisionnisme et réformisme sont synonymes et le dernier terme est le plus adéquat pour désigner la conception des théoriciens ci-dessus désignés. Le réformisme est devenu le concept principal et presque unique de la II internationale dont les partis, dans l'intervalle des deux grandes guerres mondiales, ont abandonné de fait la prétention d'atteindre le socialisme, en devenant de simples partis démocratico-bourgeois, " bons administrateurs des affaires capitalistes " comme l'a admis Léon Blum avant de mourir.

Aujourd'hui, le réformisme politique et l'opportunisme qui en découle sont inexistants tout au moins en tant que théories élaborées. Le stalinisme, qu'il soit pro-Moscou ou pro-Pékin, n'est ni réformiste ni opportuniste, car son but est l'instauration du capitalisme d'Etat et la dictature policière régnant déjà sur plus d'un tiers de la planète. Ce qui pourrait apparaître aujourd'hui comme réformisme et opportunisme en pratique, sans aucune élaboration théorique, c'est le trotskisme dans ses diverses facettes et même l'anarchisme. En effet quand le trotskisme ne prétend pas réformer les régimes staliniens, il se situe délibérément ou involontairement sous leurs zones d'influence en politique internationale et sur les questions revendicatives et syndicales

### DOGMATISME : Acception truandée.

Terme appliqué par Moscou à la politique de Pékin aussi fallacieusement que celui de révisionnisme appliqué par Pékin à Moscou. Cela se rapporte au fait que la Chine lèse les intérêts nationaux impérialistes russes. Dans leur structure économique comme dans leur structure politique, la Russie et la Chine sont bonnet blanc et blanc bonnet. Ce que l'on peut dire d'un des deux pays correspond aussi à l'autre, seule la référence nationale est à changer. Il s'agit dans les deux cas d'escrocs politiques toujours intéressés à cacher leur véritable nature et celle de leurs sales querelles sous une terminologie empruntée au mouvement révolutionnaire. Pas une des positions défendues par la Chine, aucune des pensées de Mao n'ont un caractère dogmatique à moins de comprendre par là l'obligation dans laquelle se trouvent ses sujets de les répéter et de les honorer comme des pensées géniales.

## Acception révolutionnaire.

Les dogmes sont les affirmations que l'Eglise présente comme des révélations de Dieu, par conséquent indiscutables et inaltérables.

Au sens figuré : le mouvement révolutionnaire emploie le mot dogmatisme pour désigner l'attachement à des points de vue et à des analyses dépassés par l'évolution de la société et de la lutte de classes.

Par exemple : s'en tenir en tout à ce qu'on dit les principaux révolutionnaires du passé où au déroulement de la révolution russe serait dogmatique, c'est ce que font les tendances trotskistes, anarchisantes et bordiguistes. La pensée révolutionnaire est radicalement opposée à tout dogmatisme et par conséquent l'orthodoxie lui est étrangère.

### TRANSITION PACIFIQUE AU SOCIALISME : Acception truandée.

Astuce politique inventée par Staline après s'être partagé le monde avec Roosevelt et Churchill afin que le capitalisme occidental accepte les partis pseudo-communistes en qualité d'auxiliaires de confiance. Il ne s'agit pas de la conception réformiste citée précédemment mais d'une simple affirmation qui se justifie uniquement par l'existence de la Russie en tant que grande puissance... Cela révèle son caractère de manoeuvre para-militaire à longue échéance afin de produire ses effets lorsqu'il le potentiel belliqueux russe réussira à dépasser l'américain. Néanmoins, cette

transition ne s'effectuerait aucunement vers le socialisme mais vers le capitalisme d'Etat comme c'est déjà arrivé en Europe orientale. Le prolétariat passerait uniquement de l'exploitation par différents monopoles à celle d'un monopole unique gouvernemental dont le siège central serait Moscou. Le Parti-Etat chinois et son gouvernement ont épaulé dès le premier instant le leurre de la transition pacifique ainsi que le leurre de son concomitant, celui de la " convivance pacifique ".

#### Acception révolutionnaire

Transition que l'on pourrait effectuer sans lutte armée, mais qui appliquerait les mêmes mesures qu'une révolution : armes, pouvoir, économie au prolétariat, car l'absence de lutte armée ne signifie pas que le socialisme doive être atteint évolutivement à partir de la société capitaliste. Marx en son temps à parler d'une telle possibilité pour le prolétariat anglais à cause de l'inexistence d'une armée, d'une police et d'une bureaucratie fortes. Cela n'est plus même en Angleterre. Etant entendu que la première mesure de la révolution est de se débarrasser de l'appareil étatique garant de l'exploitation, pour faire la révolution sans lutte armée il faudra se trouver devant une situation de décomposition si énorme des corps répressifs existants que le prolétariat ne trouverait aucune résistance pour sa prise du pouvoir. Aujourd'hui, alors que les partis staliniens et les syndicats forment une deuxième ligne de défense du capital ( ils sont en première ligne là où ils dominent ), la possibilité d'en finir pacifiquement avec la société d'exploitation est plus que chimérique.

#### PLANIFICATION : Acception truandée.

Direction totalitaire des relations entre Capital et Travail, entre production et distribution. Non seulement elle conserve le travail salarié mais, qui plus est, elle le rabaisse encore plus que le capitalisme libéral à travers une procédure draconienne de forfaits, primes, bonifications, hiérarchies, amendes et réprimandes pénales, par la délation, la vigilance policière et autres procédés complémentaires encore jamais vus. Le tout pour accroître la plus-value ou partie de la richesse créée par le travail qu'empoche le capital par une diminution proportionnelle de la partie allant aux ouvriers, c'est-à-dire du salaire. La haute direction économique dispose à volonté de la plus-value dont une partie est consacrée aux nouveaux investissements selon les besoins de ses intérêts d'exploitation nationale et internationale, c'est-à-dire de ses exigences impérialistes actuelles et à venir, et dont l'autre partie, aussi grande que celle dont jouissent les privilégiés de n'importe quel pays, est répartie hiérarchiquement entre les bénéficiaires et les serviteurs de l'Etat-Parti, le capitaliste collectif. Toute l'économie est plus délibérément au service du Capital que lorsqu'il s'agit de plusieurs et multiples initiatives capitalistes individuelles. Le prolétariat, lui, est toujours une classe dépossédée, dont la seule alternative est de vendre sa force de travail et dont la capacité de consommation et de culture dépend du produit de cette vente. Il faut noter que les planificateurs russes et chinois vont apprendre dans les écoles du capitalisme occidental car les uns comme les autres planifient LA NON-SATISFACTION DES EXIGENCES HUMAINES.

#### Acception révolutionnaire.

Gestion complète de la production et de la distribution par la société prise comme un tout, société représentée au début de la révolution par la classe ouvrière; la fin de son exploitation entraînant à court terme la disparition des classes et donc de la classe ouvrière elle-même. Il ne peut y avoir de planification socialiste sans ébranler dès les premiers instants la loi de la valeur, base économique générale et nourriture quotidienne du monstre capitaliste. Cette loi repose sur le travail salarié et se manifeste ensuite de cents façons et à tous les niveaux : intellectuels, scientifiques, artistiques y compris. Ainsi donc, la production sans travail salarié et la distribution des produits sans relations avec ce qui aujourd'hui

d'hui en fait leurs valeurs, constitue la première condition de la planification et le point de départ de la future société communiste. Sans cela on ne fait qu'imposer un plan de production capitaliste à la population, mais on ne pourra parler de planification. Dans un cas on assouvit les nécessités du capital, dans l'autre on assouvit les nécessités du travail, celles de chaque personne. Dans un cas on produit pour vendre, dans l'autre pour donner, ouvrant ainsi les portes à un développement économique et culturel illimité. En fin, la planification doit également supprimer la représentation universelle de la valeur capitaliste : l'argent. Semblable économie requiert la participation directe et entièrement libre de tous les hommes, sans imposition aucune et sous aucun prétexte. Société et individus ne s'affrontent que là où la majorité se voit exploitée et opprimée. Le socialisme part de la satisfaction et de la liberté de chaque individu comme critère général de la société.

SUITE DU LEXIQUE DANS LE NUMERO 15.

Suite de la page 15



cale...et peut expliquer en partie la facilité avec laquelle le mouvement a été liquidé.

...Ce début de mobilisation aux Chantiers-vite écrasé-annonce le déclenchement d'affrontements futurs plus importants encore.

...Si la classe ouvrière sait profiter des ses erreurs et arrive à redresser la barre, alors le temps des bourgeois et des syndicats est compté !

Le 12.11.81

GROUPE COMMUNISTE " EVEIL INTERNATIONALISTE "

BP.221

44604

ST.NAZAIRE.

# Sommaire

ET TOUJOURS...

- Contre le capitalisme polonais et international  
solidarité de classe..... p 2
- Le prolétariat : immobile et silencieux..... p 5
- Contre la réaction occidentale..... p 6
- Sur l'anti-militarisme..... p 7
- Les nouveaux droits des exploités..... p 9
- Leur paix comme leur guerre, c'est notre défaite.... p 11
- Remède efficace..... p 12
- A propos d'une déclaration d'E. Maire..... p 13
- Lutte des sans papiers.....
- L'année massacre les ouvriers à Meri Merad..... p 14
- Grève à st Nazaire..... p 15
- Lexique de la truanderie politique.....:..... p 16

BONNE ANNEE -  
BONNE SANTE -  
- LA PAIX  
DANS LE MONDE  
LA JUSTICE POUR  
TOUS - LA FIN DU  
CHOMAGE - UNE  
FRANCE PAISIBLE  
- BONNE ANNEE  
BONNE SANTE



komf